

# **JOURNEE DE MOBILISATION POUR LA JUSTICE SOCIALE ET FISCALE, POUR LA PAIX ET UNE TRANSITION ECOLOGIQUE REpondant AUX ENJEUX DE L'HUMANITE !**

# **1er mai 2019**

**Ensemble, faisons du 1er mai une journée de mobilisation pour continuer à faire entendre que le progrès social passe par une autre répartition des richesses créées par le travail !**

**La demande de justice sociale et fiscale est criante. La surdité des dirigeants se confirme.**

**Les salariés disent « justice sociale », ce gouvernement entend « casse du modèle social », les salariés disent « justice fiscale », ce gouvernement entend « exaspération fiscale et baisse des services publics ».**

**Alors que nous sommes dans une crise sociale, sociétale et environnementale sans précédent. Alors que les revendications d'augmentation des salaires, de plus de justice fiscale et de démocratie sociale dans les entreprises se font entendre de toutes parts, le Gouvernement dit avoir entendu que le cap du libéralisme était le bon...Pire, il annonce vouloir accélérer le rythme de la casse sociale.**

**La ficelle est grosse mais leur intention ne fait aucun doute : s'attaquer une nouvelle fois à des piliers de notre modèle social, la retraite par répartition et la Fonction publique.**

**Au-delà de la cacophonie « organisée » du gouvernement sur la réforme des retraites envisagée, les annonces se précisent en matière de pension de réversion et de nombreux reculs sont au programme. Il faudrait « travailler plus longtemps par ce que l'espérance de vie augmente ». Vielle rengaine libérale qui ne résiste pas à la réalité. L'espérance de vie en bonne santé diminue. Augmenter encore le temps de travail des salariés aurait pour conséquence réelle de voir les pensions baisser ! Drôle de justice sociale ! Exit la répartition des richesses en faisant contribuer les entreprises et le grand patronat.**

**La Fonction publique est elle aussi une des principales cibles. En perspective 120 000 nouvelles suppressions d'emplois (50 000 dans la Fonction Publique d'Etat, 70 000 dans la Fonction publique Territoriale). Ce gouvernement s'attaque frontalement au statut des fonctionnaires et aux missions publiques exercées pour l'intérêt général (loi action publique 2022). Là aussi, exit la répartition des richesses et la justice sociale !**

**Ces réformes annoncées vont dans le sens des coups déjà portés au Code du travail, au statut des cheminots, aux services publics de la santé et réforme territoriales... le cap ne change pas.**

**Réaffirmons que notre modèle social s'est construit sur le principe que « chacun doit recevoir suivant ses besoins et contribuer selon ses moyens ». Réaffirmons que le capital, sa financiarisation et la marchandisation de l'économie, sont les causes profondes de la crise majeure environnementale que nous vivons et à l'origine de nombreux conflits sur la planète !**

**Face à cet entêtement antirépublicain, face à l'immobilisme mortifère des dirigeants, continuons à nous mobiliser et amplifions le rapport de force nécessaire par le nombre pour exiger des solutions résidant dans les valeurs de progrès social.**

**Les mobilisations dans les entreprises sont plus que nécessaires au regard du niveau des salaires et des 57 milliards d'euros de dividendes versés sur 93 milliards de bénéfices réalisés (chiffres 2017 du CAC 40).**

**Cette situation est notamment permise par un non-contrôle par les pouvoirs publics de l'utilisation des dispositifs fiscaux offerts aux entreprises (CICE, CIR, ...) et inefficaces face au chômage responsable de 10 000 à 14 000 décès par an en France (maladies chroniques, pathologies cardiovasculaires, anxiété, dépression, suicide, addictions renforcées par le manque d'estime de soi, renoncement aux soins... Les chômeurs présentent une surmortalité deux fois plus importante que les actifs du même âge).**

**Nous pouvons et devons sortir de la logique libérale de mise en concurrence entre les territoires et les populations, l'opposition systématique entre les pauvres et les moins pauvres, entre salariés du privé et du public, entre les immigrés et la population française.**

**Cette logique est un leurre qui détourne du vrai débat qui est celui de la définanciarisation de l'économie et de l'entreprise et d'un autre partage des richesses créées par le travail.**

# 1<sup>er</sup> mai 2019

**Tous ensemble à Bordeaux**  
pour manifester, RDV à 10H place de la République  
pour partager un repas revendicatif et fraternel  
RDV à 12h30 à la Bourse du Travail

POUR  
BÂTIR

L'AVENIR